

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : IOR 41/018/2009
20 avril 2009

Lutter contre le racisme exige de la conviction et de la détermination

Amnesty International se félicite que le Comité préparatoire de la conférence d'examen de Durban ait pu parvenir à un accord sur le projet de document final lorsqu'il s'est réuni le vendredi 17 avril 2009. L'organisation aurait préféré un document plus centré sur l'action qui mette l'accent sur des mesures concrètes en vue de venir à bout du racisme et des formes associées de discrimination, mais reconnaît que ce projet de document final peut constituer le socle d'une conférence fructueuse.

Amnesty International est consternée que l'Allemagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Pologne aient renoncé à participer à la conférence. Elle déplore également que l'Italie et les États-Unis aient confirmé leur décision de ne pas s'associer à cette rencontre.

Il est particulièrement décevant que l'Allemagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Pologne se soient retirés et que l'Italie et les États-Unis aient refusé de participer à la conférence, à la lumière des négociations longues et épineuses qui ont débouché sur l'adhésion à un projet de document final révisé le 17 avril. S'ils croient véritablement au combat contre le racisme, les gouvernements se doivent d'être présents afin de lutter pour ce qui est juste et de dénoncer avec force ce qui est condamnable. Si Amnesty International apprécie que ces pays se soient réengagés à poursuivre la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination, leur présence aux côtés des victimes du racisme lors de la conférence aurait donné bien plus de force à ce réengagement.

L'organisation encourage tous les gouvernements présents à la conférence d'examen de Durban à ne pas se désengager et à s'appuyer de manière constructive sur le projet de document final. Les gouvernements déterminés à lutter contre le racisme et à mener à bien une conférence fructueuse doivent résister et réagir avec fermeté face à tout nouvel effort visant à politiser la conférence ou à affaiblir son objectif primordial, à savoir faire face à toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie ou d'intolérance qui lui est associée dans toutes les régions du globe.

Complément d'information

La conférence d'examen de Durban se réunit à Genève du 20 au 24 avril 2009. La phase préparatoire s'est avérée ardue, même à l'aune des critères de l'ONU. Pratiquement dès le début, elle a été marquée par les reproches mutuels, nombre de pays cherchant à se servir de la conférence pour marquer des points au niveau politique, tandis que d'autres se montraient peu déterminés à en faire un outil permettant de faire progresser les initiatives de l'ONU en matière de lutte contre le racisme et les formes de discrimination qui lui sont associées. Dès le début, le Canada et Israël ont décliné toute invitation aux réunions préparatoires.

Le vendredi 17 avril, le Comité préparatoire de la conférence d'examen de Durban a adopté par référendum son rapport sur la conférence et le projet de document final. Ce texte a fait l'objet d'âpres négociations ces six derniers mois et plus récemment durant la réunion de trois jours du Comité préparatoire. D'importants changements ont été apportés à ce document le 17 avril afin de permettre son adoption par consensus. Entre autres, l'expression de la préoccupation relative aux stéréotypes négatifs envers les religions a été remplacée par les stéréotypes malveillants et la stigmatisation des personnes en raison de leur religion ou de leurs croyances. Selon une première évaluation d'Amnesty International, le projet de document

final adopté par référendum n'est pas pertinent en termes de droits humains, mais est acceptable.

Durant le week-end des 18 et 19 avril, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la Conférence d'examen de Durban, tandis que l'Australie, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Pologne faisaient savoir qu'ils s'en retiraient. Les États-Unis avaient précédemment indiqué qu'ils ne participeraient pas si le projet de document final réaffirmait la Déclaration et le Programme d'action de Durban (DDPA) de 2001, ce qui est le cas. Il est moins aisé de comprendre le retrait des Pays-Bas et de l'Italie, ces pays ayant déclaré que les « lignes rouges » n'étaient pas franchies dans le projet de document final adopté le 17 avril. Ces « lignes rouges » exigeaient notamment que le projet de document ne fasse pas mention de la diffamation des religions, ne stigmatise pas Israël et comporte une référence appropriée à l'Holocauste.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.